



CORONAVIRUS

Déconfinement : les directeurs d'école sous tension

Les établissements attendent un « protocole sanitaire » clair pour la réouverture des classes, le 11 mai

Anabel Roy a fait le calcul : après les annonces du premier ministre, Edouard Philippe, concernant les grands axes du plan de déconfinement, le 28 avril devant les députés, il reste très exactement six « jours ouvrés » pour préciser le sort des écoles, avant la « prérentrée » du 11 mai. Pour cette directrice d'une école rurale de trois classes en Haute-Vienne (et secrétaire départementale du SE-UNSA), le moins que l'on puisse dire est que « le temps presse ». Combien d'enfants devront être accueillis la semaine du 11 mai ? Comment assurer le respect des gestes barrières, la distanciation sociale, le nettoyage régulier des locaux ? « Six jours ouvrés, et on ne sait toujours rien », conclut l'enseignante.

Le 21 avril, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait indiqué qu'il souhaitait échelonner le retour en classe sur trois semaines, en commençant par les niveaux grande section, CP et CM2. Selon ce scénario, les écoles primaires seraient donc les premières à rouvrir leurs portes. Mais pour les directeurs, la tension est montée d'un cran, samedi 25 avril, lorsque le comité scientifique Covid-19 a mis en ligne une série de recommandations – dont le ministre a immédiatement affirmé qu'elles serviraient de « base » au protocole de « déconfinement scolaire ». Or, sur le terrain, l'application de ces mesures semble « très compliquée », voire « impossible ».

« Classes exiguës »

Le conseil scientifique demande ainsi le respect d'une « distance minimale » d'au moins un mètre de chaque côté des tables, pour

« éviter les contacts directs » entre les élèves. Une préconisation qui vire au casse-tête dans de nombreuses écoles : « Avec un mètre de part et d'autre de chaque bureau, on ne peut prendre qu'un petit tiers des élèves, au maximum », calcule François, un directeur d'une école REP + de quinze classes, dans le centre-ville de Marseille.

L'idée, un temps avancée par M. Blanquer, qu'il serait plus facile d'accueillir des « petits groupes » dans l'éducation prioritaire – où les classes de CP et certaines grandes sections sont déjà dédoublées – ne tient pas dans son établissement, où, faute de place, « ces niveaux sont en fait des classes de vingt-six élèves avec deux maîtres ». Même constat à Paris, « où les classes et les cours de récréation sont exiguës », rappelle une directrice d'école dans le 20^e arrondissement.

En revanche, le conseil scientifique tombe d'accord avec les enseignants, se console François, sur le fait que « faire porter un masque est impossible avec certains enfants, quel que soit leur âge, jusqu'au CM2 ». Le port du masque est demandé pour les enseignants, et à partir de la 6^e pour les élèves. Reste à « voir la couleur » des masques de protection à destination des personnels – que l'éducation nationale s'engage à fournir, assure-t-on Rue de Grenelle.

Réguler les flux d'élèves, éviter les regroupements devant l'école et en récréation, s'assurer que les enfants se lavent régulièrement les mains... les enseignants craignent de consacrer de précieuses heures au respect des règles, au détriment des apprentissages

scolaires.

« Éviter que les élèves se croisent, cela implique d'organiser l'accueil sur une heure trente chaque matin, et d'avoir des récréations toute la journée », détaille la direc-

trice d'école du 20^e arrondissement de la capitale, qui s'inquiète aussi du passage obligatoire par la case toilettes. « Dans mon école, il y a deux lavabos d'un mètre de long chacun, un pour les filles et un pour les garçons, explique-t-elle. On devra passer aux toilettes, plusieurs fois par jour, avec chaque groupe d'enfant, en les mettant en file indienne pour vérifier qu'ils se lavent tous les mains. »

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Là encore, les ponts du printemps s'invitent dans les calculs : en comptant l'Ascension et la Pentecôte, si les enfants viennent « un jour sur deux » pour permettre la distanciation sociale – comme le propose à titre d'exemple le conseil scientifique –, il restera une quinzaine de journées d'école avant les grandes vacances. « On essaie de décourager les parents de remettre les enfants à l'école », indique une autre directrice, qui dirige une école rurale

de cinq classes, de la petite section au CM2, en Seine-Maritime.

En outre, le quotidien pourrait ne pas être très amusant, en particulier pour les maternelles : « Le coin voitures, le coin poupées, le coin dinette, tout cela va être rangé : il faudrait tout désinfecter à chaque fois qu'un enfant y touche, ce qui est impossible », poursuit cette directrice. Les principaux jeux de récréation sont également proscrits, car ils invitent les enfants à se toucher. Quant à la cantine, le conseil scientifique sug-



gère de la remplacer par un déjeuner dans la salle de classe, chacun à sa table. « Cela veut dire que les petits vont venir avec leurs gamelles?, s'interroge-t-elle. Certains enfants seront mieux chez eux. »

Les familles seraient d'ailleurs plutôt d'accord avec cette idée. D'après plusieurs directeurs – qui commencent à évaluer leurs effectifs pour préparer la « rentrée » –, une grosse moitié des parents ne souhaitent pas renvoyer leurs enfants en classe. Un chiffre corroboré par le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Franceinfo et *Le Figaro* du 23 avril, selon lequel 64 % des personnes interrogées envisageaient de ne pas renvoyer au moins un de leurs enfants à l'école.

Pour les autres, les enfants « en difficulté », et ceux dont les parents n'ont pas le choix, les directeurs se disent « prêts » à reprendre la classe, partageant la priorité ministérielle de « rattraper » les élèves les plus à risque.

« Sortir du flou »

Mais ils réclament une clarification urgente du « protocole sanitaire » à suivre. Ces règles « claires, écrites, et nationales », selon le mot de Francette Popineau, cosecrétaire générale du SNUipp, permettront-elles de mieux « se projeter »? De « sortir du flou », au moins, et d'organiser la reprise en constituant des groupes et des plannings. Même s'il y a fort à parier qu'un protocole – suspendu pour l'instant aux annonces du premier ministre – ne lèvera pas toutes les inquiétudes.

Les directeurs s'interrogent en effet sur les appels à la « souplesse locale » défendue par Jean-Michel Blanquer. « On va nous demander de prendre des décisions seuls, en nous disant de faire au mieux sur le respect des consignes », s'inquiète Karim Bacha, directeur d'école à L'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Le ministère de l'éducation

nationale assure qu'aucune décision d'ordre sanitaire ne pèsera sur les directeurs, et que les réouvertures d'écoles resteront conditionnées au « respect du protocole ». Ce dernier est « en cours d'écriture », assure l'entourage de Jean-Michel Blanquer, et devrait être diffusé « le plus rapidement possible » après l'annonce du plan de déconfinement. ■

VIOLAINE MORIN

« Avec un mètre de part et d'autre de chaque bureau, on ne peut prendre qu'un petit tiers des élèves, au maximum »

FRANÇOIS

directeur d'école à Marseille

Les enseignants craignent de consacrer de précieuses heures au respect des règles



Dans une classe d'école primaire, à Nice, le 22 avril. ERIC GAILLARD/REUTERS